

COMMISSION SPECIALE D'ENQUETE SUR LA PALESTINE

DEUXIEME SOUS-COMMISSION

DOCUMENT DE TRAVAIL PROPOSE PAR LE DELEGUE DES PAYS BAS
COMME BASE DE DISCUSSION

A la dixième séance de l'UNSCOP il a été décidé de constituer une Sous-Commission chargée d'étudier les déclarations présentées à la Commission et de proposer quelles personnes et organisations la Commission devrait entendre. (Doc.A/AC.13/SR.10)

I. Il est recommandé que la Sous-Commission détermine d'abord les criteriums sur lesquels sera basé l'octroi d'audience.

Les criteriums suivants sont proposés:

Des audiences seront accordées à:

- A. Des organisations politiques représentant des groupes importants de la population de la Palestine.
- B. Des organisations ayant un nombre plus restreint d'adhérents ou d'un caractère non politique représentant des points de vue d'un intérêt particulier pour le problème faisant l'objet de l'enquête.
- C. Des particuliers ayant des vues personnelles présentant un intérêt spécial pour le problème faisant l'objet de l'enquête et non exposés par les représentants des organisations visées sous A ou B.
- D. Autorités religieuses des différentes Eglises, des différents cultes ou sectes.

En ce qui concerne la catégorie D, la Commission peut adresser des invitations aux autorités intéressées n'ayant pas demandé audience.

/On se souviendra

On se souviendra que l'une des dispositions du Mandat de la Commission assigne à celle-ci pour tâche de tenir soigneusement compte des intérêts du Judaïsme, de l'Islam et de la Chrétienté. Cette considération soulève la question de savoir s'il convient également d'adresser des invitations aux représentants des organisations et particuliers mentionnés sous A, B et C, et en particulier pour l'élément arabe. Toutefois, cette question reste ouverte car elle n'entre pas dans le cadre du Mandat de la Sous-Commission.

II. Le Secrétariat a distribué le 12 juin une note non cotée sur laquelle figurent toutes les demandes d'audiences adressées à cette date à la Commission (exemplaire ci-joint). Elles sont divisées en deux catégories: A, demandes émanant d'organisations et B, demandes émanant de particuliers. En ce qui concerne la catégorie A, il est recommandé de prendre les mesures suivantes (les numéros sont ceux de la note du secrétariat ci-dessus mentionnée):

A. Demandes émanant d'organisations.

1. Organisation mondiale Agudath Israel à Jerusalem.

Charger le Secrétariat de procéder à une enquête sur le nombre d'adhérents et les buts de cette organisation, compte tenu des demandes analogues mentionnées sous 4 et 14.

2. Alliance Israelite Universelle à Paris.

Le memorandum de cette organisation ne présente aucun point intéressant qui ne figure dans les déclarations de l'Agence juive. Une audition semble donc inutile.

3. Anglo-Jewish Association à Londres.

Audition inutile.

/Communauté juive

4. Communauté juive Ashkenazi à Jérusalem.

Voir sous 1.

5. Comité central du Parti communiste palestinien,
Tel Aviv.

Il devrait être accordé audience sous la catégorie A.

Le nombre des adhérents n'est pas connu mais la
demande déclare que le journal publié par le Parti
a une circulation de 5.000 exemplaires.

6. Confédération générale des travailleurs juifs de
Palestine, à Tel Aviv.

Il devrait être accordé audience sous la catégorie B.

La Confédération générale des travailleurs juifs
groupe la majeure partie des travailleurs de la
Palestine et sa déposition sera par conséquent
intéressante.

7. Association Ihud (Union) à Jérusalem.

Il devrait être accordé audience sous la catégorie B.

Cette organisation se compose d'intellectuels peu
nombreux mais influents, qui depuis de longues années
préconisent une collaboration étroite entre Juifs et
Arabes dans un état bi-national.

8. Ligue internationale contre l'antisémitisme, Tel Aviv.

?

9. Agence juive pour la Palestine à Jérusalem.

Il devrait être accordé audience sous la catégorie A.

10. Ligue pour l'égalité des droits au travail de tous
les Juifs, à Tel Aviv.

?

11. Ligue pour la paix dans la justice en Palestine.

?

/Comité central

12. Comité central de la Ligue mondiale de la Paix,
Jérusalem.

Charger le secrétariat de se renseigner sur le nombre
d'adhérents de cette organisation.

13. Comité central de l'Union communiste palestinienne, à
Tel Aviv.

Le memorandum n'est pas encore parvenu. Dans l'inter-
valle charger le Secrétariat d'informer la Commission
du nombre des membres de cette organisation et de sa
position par rapport au parti communiste palestinien
mentionné sous 5.

14. Communauté Séphardi de Jérusalem.

Voir sous 1.

15. Vaad Leumi (Conseil général) de la communauté juive de
Palestine, Jérusalem.

Il devrait être accordé audience sous la catégorie A.
Le memorandum présenté par le Vaad Leumi ne traite que
de l'administration locale en Palestine. Charger
le Secrétariat de s'informer si cette organisation a
l'intention de ne parler que de l'administration
interne du pays.

B. Demandes émanant de particuliers

Au moment de la rédaction du présent document, aucun rensei-
gnement n'était parvenu sur les lettres émanant de personnes dont
la cote ne figure pas ci-dessous.

Il n'est pas toujours possible de se rendre compte en lisant
les lettres adressées à la Commission de la valeur réelle du point
de vue exposé ni des capacités intellectuelles du signataire. Il
est par conséquent recommandé avant qu'une audience soit accordée

/à un particulier

à un particulier sous la catégorie C, que le Secrétariat procède par les voies appropriées à une enquête sur le sujet du requérant. Il n'est par conséquent pas présente de proposition définitive pour les requêtes suivantes:

2. J.W. Abileah, à Haifa.

L'auteur préconise une idée d'un intérêt particulier, à savoir l'union de la Palestine et de la Transjordanie sous l'autorité du roi Abdulla, fin de permettre l'immigration sur une grande échelle. Cette idée mérite de retenir l'attention de la Commission.

4. Rahel Ber, à Haifa.

N'entre pas dans le cadre des audiences.

10. E. Lelelund à Haifa.

Il devrait être accordé audience à un représentant qualifié des milieux commerciaux britanniques en raison de l'intérêt que présenterait pour la Commission un exposé de l'économie privée.

11. J. Lifshitz, Tel Aviv.

Il n'y a pas lieu d'accorder audience.

12. E. Linz, Jérusalem.

On ignore quel point de vue desirer exposer le requérant; donc, il n'y a pas lieu d'accorder audience.

13. Dr. S. Low, Tel Aviv.

L'auteur ne traite que d'un sujet secondaire pour l'ensemble du problème; donc il n'y a pas lieu d'accorder audience.

15. D. Pantofaru, Haifa.

Il n'y a pas lieu d'accorder audience.

/John Popper

16. John Popper, Tel Aviv.

Il n'y a pas lieu d'accorder audience.

17. Rabbin M.M. Porush, Jerusalem.

En dépit du point de vue très judicieux exposé par le requérant qui estime que "le plan le plus sûr est de continuer à lutter sans plan pratique", il n'existe pas de raison suffisante pour accorder une audience.
